

SOMALIE

Entre islamisme national et nationalisme diasporique

Dans un pays de tradition pastorale, où le nomadisme transcende des frontières aussi artificielles que poreuses, il est difficile de parler d'État-nation. De fait, il existe des Somali qui ne sont pas Somaliens, et des Somaliens qui ne sont pas Somali. Dispersés à travers toute la Corne de l'Afrique, les membres de la grande confédération ethno-linguistique somali ne sont ainsi pas tous ressortissants du territoire national qu'a constitué la République de Somalie ; à l'inverse, des groupes issus de minorités non-somali, souvent victimes de discriminations, sont théoriquement citoyens somaliens. Autre difficulté, l'implosion de l'État et la guerre civile compliquent l'analyse d'un pays qui incarne aujourd'hui le chaos et préfigure ce que pourrait devenir la menace terroriste islamiste. En témoignent les échecs de la communauté internationale à réconcilier la « nation » somalienne. Monté en 2004 à partir d'un éphémère Parlement en exil à Nairobi, le précédent gouvernement d'union nationale comptait, par exemple, une pléthore de ministres destinés à représenter toutes les factions en lice. Résultat, il n'a jamais pu fonctionner correctement car il était d'abord destiné à satisfaire l'appétit des seigneurs de guerre, rappelant à sa manière les pratiques clientélistes du général Siad Barre avant son départ

forcé de Mogadiscio, en 1991¹. Quant à l'actuel gouvernement, il jouit du soutien de la communauté internationale mais est combattu par les islamistes et contrôle à peine quelques rues de la capitale.

Un projet national extrêmement ambitieux à l'indépendance

Pour autant, il serait réducteur d'imaginer que la notion de nationalité n'a plus aucun sens dans un tel contexte. Rappelons d'abord qu'à l'indépendance en 1960, la République de Somalie naît précisément sur la base d'un projet national extrêmement ambitieux. En Afrique subsaharienne, le pays est en effet un des plus homogènes qui soit sur le plan linguistique et ethnique. Malgré quelques différences dialectales entre le Nord et le Sud, la quasi-totalité de la population parle ainsi somali, à tel point que la Constitution de 1960 proclame que tout locuteur somali est de plein droit citoyen de la République de Somalie, même s'il vit en dehors des frontières « nationales ». À l'instar d'Israël vis-à-vis de la diaspora juive, les législateurs de l'époque visent en l'occurrence les Somali de l'extérieur – qui peuvent potentiellement prétendre à la nationalité somalienne, quitte d'ailleurs à soutenir des mouvements de lutte armée irrédentistes comme au Kenya de 1963 à 1967 ou en Éthiopie de 1960 jusqu'à la guerre d'Ogaden en 1977.

Le drapeau de la Somalie est symbolique à cet égard, puisque les cinq branches de son étoile, blanche sur fond bleu, représentent les régions constitutives de la grande nation somali : le Somaliland britannique, la Somalia italienne, l'Ogaden éthiopien, la province frontalière du Nord-Est au Kenya et le territoire français des Afars et des Issas, aujourd'hui connu sous le nom de Djibouti. Mais, à l'indépendance en 1960, seuls le Somaliland et la Somalia sont autorisés à s'unifier, qui plus est à partir d'un

1. Lorsqu'il avait pris le pouvoir par un coup d'État en 1969, celui-ci avait en l'occurrence recentré son administration sur le modèle des Républiques populaires d'Europe de l'Est et des régimes présidentiels de l'Afrique francophone à l'indépendance. Mais en 1978, la défaite de la guerre d'Ogaden et l'impopularité grandissante de la dictature l'ont ensuite conduit à gonfler la fonction publique pour attribuer des postes à ses fidèles, à l'instar de ces juntes sud-américaines qui ont pu multiplier le nombre de portefeuilles ministériels pour obtenir des ralliements de l'opposition civile.

référendum boycotté par les habitants de l'ancien protectorat britannique dans le Nord-Ouest du pays. Les incessantes querelles des parlementaires ne permettent alors pas de calmer les tensions régionalistes qui apparaissent. C'est le coup d'État de 1969 qui relance le projet national sous l'égide de la dictature militaire et jacobine de Siad Barre.

De fait, celui-ci ne cache pas ses ambitions expansionnistes et va jusqu'à déclencher une guerre contre l'Éthiopie en 1977 afin d'annexer le territoire convoité de l'Ogaden. D'inspiration socialiste, la dictature de Siad Barre mène également, à marche forcée, des programmes d'alphabétisation qui visent à renforcer l'intégration nationale et qui codifient la langue somali, transcrite dans l'alphabet romain en 1975. Le problème est qu'après sa défaite face aux troupes éthiopiennes en 1978, le régime se renferme sur lui-même à mesure qu'il est contesté de l'intérieur et de l'extérieur. Après avoir fondé sa légitimité sur un nationalisme exacerbé, Siad Barre renonce à réunifier les territoires de langue somali et se replie sur une base clanique essentiellement composée de Darod. Combattu par de nombreux groupes armés, le régime finit par s'écrouler en 1991, laissant derrière lui un pays exsangue, en proie à une guerre civile qui perdure jusqu'à aujourd'hui dans le Sud de la Somalie.

À première vue, la chute de la dictature met ainsi un terme brutal au projet national de l'indépendance. À l'exception du Somaliland, qui se constitue en État après avoir recouvré son indépendance en 1991, le reste de la Somalie se fragmente en fiefs autonomes sur une base plus ou moins clanique, avec le Puntland autour de Bosaso ou, à une échelle plus fine, la région du Benadir que se disputent les seigneurs de guerre autour et à l'intérieur de Mogadiscio. Complètement dévastée par les pillards et les combattants, la capitale symbolise bien l'écroulement du rêve d'une grande Somalie. En l'absence de tout État dans le sud du pays, deux forces émergentes vont cependant reprendre à leur compte l'idée nationale à des échelles différentes, en l'occurrence dans le cadre d'une diaspora mondialisée, d'une part, et d'un islamisme radical, d'autre part.

Un nationalisme en diaspora

Historiquement, les Somali ont toujours été très mobiles. Mais la guerre précipite leur dispersion. Fort anciens, les flux vers les pays voisins redoublent ainsi d'intensité et finissent par créer un véritable archipel de camps de réfugiés au Kenya, en Éthiopie et, dans une moindre mesure, à Djibouti, sans parler des clandestins en ville. Autrefois qualifiés de migrations de travail, les départs vers la péninsule arabique prennent également une tout autre ampleur. Les passagers s'entassent dans des embarcations fragiles qui provoquent régulièrement des drames en chavirant au cours de la traversée du golfe d'Aden ². Plus loin encore, les destinations outre-mer changent et ne privilégient plus seulement les anciens pays colonisateurs qu'étaient l'Italie et la Grande-Bretagne. En effet, les demandeurs d'asile somaliens ouvrent de nouvelles routes migratoires, notamment vers des pays tels que le Canada, l'Australie, la Suède ou la Hollande. Autre caractéristique, ils préfèrent généralement aller habiter dans des villes mondiales afin de communiquer plus facilement avec les parents restés dans la Corne de l'Afrique. En Grande-Bretagne, par exemple, ils se regroupent dans des agglomérations comme Birmingham, où l'on recense 5 000 réfugiés somali au début des années 2000, et Londres, où ils se concentrent dans les banlieues de Lambeth (10 000), Kensington et Chelsea (5 000), Sheperd's Bush (3 000) et Harrow (5 000) ³.

Soucieuse de rester en contact avec son pays d'origine, la diaspora somali est également amenée à jouer un rôle politique important, que ce soit en finançant les achats d'armes des factions en lice, ou en organisant des conférences de paix en vue de trouver des accords sur le partage du pouvoir. De fait, les migrants disposent d'un levier d'influence conséquent grâce à leurs envois de fonds ⁴. Aujourd'hui, on estime qu'entre un tiers et la moitié des habitants des principales agglomérations de Somalie bénéficient de leur soutien financier, ceci sans parler des Somali résidant dans les villes de pays voisins comme le

2. Fazzina Alixandra, *A Million Shillings: Escape from Somalia*, Londres, Trolley, 2010, 368 p.

3. Griffith, David, Sigona Nando et Zetter Roger, *Refugee Community Organisations and Dispersal: networks, resources and social capital*, Bristol, Policy Press, 2005, 224 p.

4. Pérouse de Montclos Marc-Antoine, *Diaspora et terrorisme: Du Palestinien au Somalien*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003, 264 p.; Lindley Anna, *The early morning phonecall: Somali refugees' remittances*, New York, Berghahn Books, 2010, 188 p.

Kenya, l'Éthiopie ou Djibouti ⁵. Grâce à ses ressources humaines, la diaspora peut par ailleurs s'impliquer dans la gestion des affaires publiques. C'est particulièrement évident au Somaliland, qui a renoué avec la paix en même temps qu'il accédait à l'indépendance, et où les migrants originaires de clans isaaq contribuent activement à la reconstruction d'un territoire dévasté par des années de guerre.

À dire vrai, l'engagement politique de la diaspora isaaq s'était déjà manifesté dès avant la chute de Siad Barre, mais sous une autre forme, en soutenant depuis l'Éthiopie la lutte armée du SNM, le Mouvement national somali. Ainsi, le projet d'indépendance du Somaliland a littéralement été porté par des exilés qui avaient fui le régime militaire et que l'on devait ensuite retrouver à la tête d'un État en formation au sortir de la dictature en 1991. Si le SNM s'est d'abord opposé à la sécession de la région du Nord-Ouest, il est clair que ses cadres n'ont pas été pour rien dans la construction d'une identité nationale somalilandaise, en l'occurrence sur une base clanique essentiellement isaaq. À quelques exceptions près, la plupart devaient d'ailleurs revenir au pays et se rallier à l'idée de l'indépendance, à l'instar d'Ahmed Haashi, qui avait participé à la fondation du SNM, en Arabie Saoudite en 1977, et qui est devenu maire de la capitale, Hargeisa, en 1995.

Le cas du Somaliland montre, certes, que le nationalisme de la diaspora n'a pas vraiment réussi à s'affranchir de l'organisation segmentée d'une société clanique. Fuyant la répression de la dictature Siad Barre et le bombardement de Hargeisa en 1988, les réfugiés isaaq qui s'établissent en Grande-Bretagne essaient prioritairement de rejoindre leurs « frères de sang » dans les banlieues de Londres qui, historiquement, accueillent depuis longtemps des communautés originaires du Nord-Ouest de la Somalie. Avec plus de 10 000 ressortissants recensés à la fin des années 1990, Tower Hamlets fait figure de véritable fief à cet égard, à tel point qu'il a fini par déborder vers le quartier adjacent de Newham, qui abriterait environ 7 000 autres Isaaq. Par contraste, les clans du Sud de la Somalie, eux, sont arrivés plus récemment et se sont éparpillés aux quatre coins de la ville, essentiellement dans les banlieues de

5. Le phénomène, il est vrai, n'est pas propre aux Somaliens. Les remises de fonds des diasporas éthiopienne et érythréenne ont également fourni jusqu'à 30 % du revenu des familles réfugiées à Port Soudan. Cf. Bulcha Mekuria, *Flight and Integration: Causes of Mass Exodus from Ethiopia and Problems of Integration in the Sudan*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1988, 256 p.

London Streatham pour les Hawiye ou Camden, Islington, Kilburn, Paddington et Acton pour les Darod ⁶.

Pour autant, les logiques de regroupement clanique ne sont pas forcément incompatibles avec l'émergence d'un nationalisme qui répond au mythe du retour et au besoin d'affirmation identitaire des migrants. Plusieurs facteurs sont à l'œuvre pour expliquer comment la diaspora pense et idéalise son pays d'origine depuis Toronto, Londres, Rome, Helsinki ou Minneapolis. Le déracinement et l'urbanisation, notamment, contribuent à accentuer une acculturation particulièrement marquée chez les migrants de la deuxième génération. Déjà mis à mal par la guerre et la dictature « socialiste » de Siad Barre, le prestige des Anciens s'érode ainsi au profit d'une nouvelle élite, plus moderne et technocratique. Au Somaliland, par exemple, la diaspora pousse les autorités traditionnelles à renoncer à une partie de leurs pouvoirs pour adopter, en 1997, une Constitution qui prévoit de passer d'un système clanique à une démocratie multipartite. De pair avec les pressions des agences d'aide, des élections sont alors organisées à plusieurs reprises, découvrant une Somalie plus souriante et démocratique que le Sud en guerre, qui retient toute l'attention de médias avides de sensations. Les présidentielles de 2003 sont significatives à cet égard. Outre les deux principales formations en lice, à savoir *Udub* (« la poutre ») et *Kulmiye* (« Rassemblement »), la diaspora y présente en effet son propre candidat sous la bannière d'un Parti de la justice et du développement, l'UCID (*Ururka Caddaalada iyo Daryeelka*), qui a été fondé par des exilés somaliens revenus de Scandinavie, à savoir Faysal Ali Farah «Warabe» en Finlande, Amina Mohamed Warsame en Suède et Adbirahman Jaama Duale en Norvège ⁷.

Un islamisme nationaliste

Parallèlement, le besoin d'affirmation identitaire des migrants se traduit aussi par un retour au religieux que l'on retrouve d'ailleurs dans le Sud de la Somalie, avec la montée en puissance d'un islamisme radical et xénophobe,

6. Griffith David, *Somali And Kurdish Refugees In London: New Identities in the Diaspora*, Aldershot, Ashgate, 2002, 230 p.

7. Hansen Stig Jarle et Bradbury Mark, « Somaliland: A New Democracy in the Horn of Africa? », *Review of African Political Economy*, vol. 34, n° 113, septembre 2007, pp. 461-476.

opposé à la présence de troupes étrangères, d'abord américaines en 1993-1994, puis éthiopiennes en 2006-2008, essentiellement ougandaises aujourd'hui. Le raisonnement de la « malédiction divine », qui assimile le drame de la guerre à une sanction pour punir les errements des mauvais croyants, n'est certainement pas spécifique à la Corne de l'Afrique. Il s'est également développé dans d'autres régions en crise qui étaient peuplées de chrétiens prêts à expier leurs péchés en adoptant un mode de vie fondamentaliste. Mais, dans la Somalie musulmane, l'islamisme a pu prendre une tournure nationaliste de la même façon que l'insurrection du « Mollah fou » a été une des premières manifestations d'un proto-nationalisme construit, en l'occurrence, par opposition à la présence coloniale britannique dans le Nord-Ouest du pays au début des années 1920.

Les registres d'expression du sentiment national ont ainsi beaucoup évolué depuis la période « socialiste » de Siad Barre. À la différence de l'Afghanistan du temps de l'occupation soviétique, les factions armées en lutte pour ou contre la dictature n'ont d'abord pas fait référence à l'islam. Fondé en 1977 par des exilés isaaq en Arabie Saoudite, le SNM, par exemple, a vite abandonné son appellation première de « Mouvement islamique démocratique somalien ». Malgré ses ambitions nationales, il devait d'ailleurs se replier sur une base régionale. De la même manière, la guérilla irrédentiste du WSLF (Western Somali Liberation Front), qui combattait en Éthiopie avec l'appui de Siad Barre, se présentait comme un mouvement de libération nationale, sans aucune fondation religieuse mais avec une forte composante clanique. C'est après sa défaite, lors de la guerre d'Ogaden en 1977-1978, que ce groupe a cédé le pas devant la montée en force de l'ONLF (Ogaden National Liberation Front), une organisation qui a évolué vers une position indépendantiste et plus religieuse après avoir été lancée dans le Golfe par un diplômé de l'Université islamique de Riyad, cheikh Ibrahim Abdallah.

Ainsi, la construction d'un nationalisme islamique a largement précédé la chute de la dictature en 1991. À la fin de son régime, Siad Barre lui-même a essayé de jouer la carte religieuse pour reconstruire sa légitimité écornée par la

répression et la défaite de l'Ogaden, un peu comme Gaafar Nimeiry au Soudan⁸. Paradoxalement, les régions qui ont fait sécession après le départ du dictateur ne sont pas non plus restées insensibles à la rhétorique d'un Islam unificateur et susceptible de transcender les allégeances claniques en vue de rassembler la population autour de projets étatiques nationaux. Redevenue indépendante en 1991, la République du Somaliland s'est ainsi déclarée islamique et a institué la charia comme première source d'inspiration de son droit. Quant au SNM, ses instances dirigeantes ont intégré d'éminentes personnalités religieuses, à commencer Cheikh Ibrahim, Cheikh Yussuf, Cheikh Maddar.

Mais c'est surtout dans le Sud toujours en guerre que s'est enraciné un islamisme radical qui a pris une couleur nationaliste lorsqu'il dénonçait les occupations étrangères. À l'instar du régime de Siad Barre autrefois, les fondamentalistes d'aujourd'hui dénoncent en l'occurrence les méfaits du clanisme. À leurs yeux, l'Islam est le seul ciment capable de réunifier et de pacifier la nation autour d'un État placé au-dessus de la mêlée en vue d'arbitrer les conflits personnels et communautaires qui ont conduit le pays à sa ruine. Souvent adossés aux milieux commerçants, ces mouvements paraissent aussi être les seuls à même de faire régner l'ordre sur la base d'une application stricte de la charia. L'Union des tribunaux islamiques, qui s'est emparée du pouvoir à Mogadiscio en 2006, a ainsi réussi à débarrasser la capitale de ses bandits armés et à rouvrir le port et l'aéroport, restés jusqu'alors fermés pour cause de luttes intestines entre les différents seigneurs de guerre qui se disputaient le contrôle de leurs ressources.

Encore faut-il distinguer les diverses composantes d'une mouvance islamiste qui ne se résume pas à sa faction la plus radicale, celle des jeunes moudjahidine Shabab se revendiquant de l'idéologie wahhabite d'al-Qaïda. En effet, les velléités nationalistes de ces groupes n'ont pas toujours été très affirmées. Au contraire, beaucoup ont préféré rentrer dans le jeu des alliances claniques afin de bénéficier de liens de confiance indispensables au mode opératoire de mouvements clandestins. Selon certains auteurs somaliens, seuls les groupes salafistes de lutte armée – à savoir al-Itihad jusqu'à sa dissolution en 1997,

8. Auparavant, il avait déjà encouragé les communautés soufies (jama'a) à rentrer dans la logique des coopératives socialistes en accordant des privilèges à leurs leaders quand ils acceptaient de prêter allégeance au gouvernement. Cf. Helander Bernhard, « Somalia », in Westerlund David et Svanberg Ingvar (dir.), *Islam outside the Arab world*, Richmond, Curzon, 1999, p. 46.

puis al-Shabab depuis 2006 – ont vraiment réussi à s’affranchir d’une optique communautariste ou régionaliste ⁹. Plus anciens et peu enclins à recourir à la violence, les autres mouvements fondamentalistes, eux, ne sont jamais parvenus à sortir du cercle étroit de l’aire d’influence de leurs fondateurs, qu’il s’agisse de la « Société de la Réforme » (Jama’at al-Islah) à Mogadiscio ou de l’« Union de la jeunesse islamique » (Wuhat al-Shabab al-Islami), créée par Mohamed Hadj Duëaale Cheikh à Hargeisa en 1969, en l’occurrence à partir du modèle des Frères musulmans en Égypte.

Le cas du Somaliland est significatif à cet égard. Ainsi, la milice islamiste d’al-Itehad (« Unité ») y a été formée en 1991 par un Isaaq du nom d’Ali Warsame. Elle a dû composer avec les structures claniques pour s’imposer en médiateur ou se ranger du côté d’un des camps en lice. En fait de rétablir l’ordre, elle a bientôt été accusée d’attiser les conflits locaux. Dans la région frontalière de Sool, disputée par le Somaliland et le Puntland, on lui a par exemple reproché d’armer des gangs de maraudeurs et d’entretenir délibérément l’insécurité afin d’empêcher l’implantation d’une administration susceptible de lever des impôts qui auraient pénalisé les commerçants islamistes. Plus à l’ouest, encore autour de la localité de Buraq, les Anciens ont fini par neutraliser les hommes d’Ali Warsame pour mettre un terme aux doléances de leurs victimes qui venaient réclamer des compensations aux autorités traditionnelles ¹⁰.

Résultat, les miliciens d’al-Itehad ont assez vite été chassés du Somaliland, sans parvenir pour autant à s’implanter durablement au Puntland voisin. Rétrospectivement, il s’avère qu’ils n’ont jamais réussi à tenir une région sans passer d’alliances militaires avec une faction clanique. Ce sont les rapports de force locaux qui ont déterminé leur implantation, en l’occurrence par défaut lorsque les communautés en présence ne parvenaient pas à se mettre d’accord sur le partage du pouvoir politique. Spécialiste du Somaliland, Marleen Renders en conclut que « l’islamisme a échoué en tant qu’idéologie unificatrice » ¹¹.

9. Elmi Afyare Abdi, *Understanding The Somali Conflagration: Identity, Political Islam and Peacebuilding*, Londres, Pluto, 2010, pp. 70-71.

10. Renders Marleen, « Global Concerns, Local Realities: Islam and Islamism in a Somali State under Construction », in Soares, Benjamin (dir.), *Islam And Muslim Politics In Africa*, Basingstoke, Palgrave, 2007, p. 59.

11. Renders Marleen, « Préoccupations mondiales, réalités locales : Islam et islamisme dans un État somalien en construction », in Otayek René et Soares Benjamin (dir.), *Islam, État et société en Afrique*, Paris, Karthala, 2009, p. 99.

Concernant les Shabab dans le Sud de la Somalie aujourd'hui, on peut également s'interroger sur la portée d'un mouvement qui n'a pas toujours réussi à échapper aux querelles intestines et claniques. Il convient à cet égard de noter qu'un tel nationalisme religieux a de fortes connotations xénophobes. Il s'est en quelque sorte construit et renforcé grâce à la présence de troupes étrangères, les seules à pouvoir coaliser les Somaliens contre un ennemi commun toujours suspecté de vouloir conquérir et évangéliser le pays sous prétexte de le pacifier. Pour le reste, l'ancrage social des Shabab semble discutable. En effet, leur projet d'ordre moral et rigoriste heurte les pratiques de l'islam traditionnel en Somalie et repose lui-même sur une idéologie wahhabite importée d'Arabie Saoudite. L'interdiction de mâcher du *qat* illustre parfaitement l'impopularité des prescriptions des salafistes.

Il importe ainsi de remettre en perspective les nouvelles formes de nationalisme qui ont pu émerger dans la Somalie en guerre depuis la chute de la dictature de Siad Barre. Du côté de la diaspora, on assiste à l'expression d'un sentiment national dans une version tout à la fois mondialisée et régionalisée, notamment en direction des entités autonome ou indépendante du Puntland et du Somaliland. Quant aux islamistes, ils soutiennent un projet de société qui assigne à la religion une fonction de réconciliation nationale mais qui n'échappe pas aux contraintes locales et qui se nourrit surtout d'une forte opposition à l'occupation étrangère. Quoi qu'il en soit de la dimension transnationale de la diaspora ou des ambitions messianiques des fondamentalistes dans la Corne de l'Afrique, le rêve d'une grande Somalie réunifiée est certes toujours présent en arrière-plan. Depuis l'indépendance, ce projet n'est cependant plus soutenu par un appareil d'État. C'est donc dans un contexte de vacance du pouvoir politique que s'invente un modèle national en devenir.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)

Pérouse de Montclos Marc-Antoine.

Somalie : entre islamisme national et nationalisme diasporique.

In : Medeiros J. (dir.), Meyer Jean-Baptiste (préf.). Le mondial des nations. Paris (FRA), Paris : Choiseul, RFI, 2011, p. 105-114.

ISBN 978-2-36159-003-1